

LE JOUR, 1951
10 Octobre 1951

DU COTE DE L'EGYPTE

C'est du côté de l'Egypte que la politique se fait délicate. Il saute aux yeux maintenant que c'est dans la défense collective qu'il faut chercher une solution au conflit anglo-égyptien. Car les troupes britanniques sont sur le Canal et le gouvernement du Soudan n'a pas changé depuis la nuit dernière.

L'Occident tout entier ne peut se montrer indifférent à une situation aussi trouble. Seule la formule collective peut rétablir un équilibre ; mais c'est tout à fait dommage qu'on ne l'ait pas envisagée depuis trois mois.

On peut penser pourtant que les conversations d'Ankara viennent à leur heure, et supposer que l'Egypte a prêté déjà à des suggestions occidentales, une oreille attentive. Suivant l'exemple de l'Iran, elle met, à son tour, le plus d'atouts qu'elle peut dans son jeu.

Le gouvernement du Caire tire parti des complications où se trouve l'Angleterre, de la campagne électorale en cours, du fait que le gouvernement travailliste affaibli devant l'opinion par l'affaire iranienne et quelques autres, n'est pas en mesure d'assumer des responsabilités majeures à deux semaines du scrutin. La conjoncture ne vaut rien pour le Royaume-Uni ; mais pour le parti conservateur, c'est un surcroît de chances pour demain. Car il n'est pas possible que le peuple anglais dans sa masse ne réagisse pas contre la fatalité.

Evoquer la fatalité n'est d'ailleurs qu'une façon de parler. Le « Middle-East » du Foreign Office montre jusqu'à quel point il n'est qu'une vue de l'esprit ; et qu'il est fait arbitrairement de pièces et de morceaux. Cela, on le voyait depuis longtemps ; et la marche des événements n'avait à vrai dire rien d'imprévisible.

Ce sont des positions séculaires que le raz de marais ébranle ; c'est tout un système de protection et de défense qui est menacé dans ses bases. Au nom du bon sens, nous ferons appel ici au jugement des uns et des autres, à leur intelligence, à leur clairvoyance.

Ce n'est pas le temps de fuir l'évidence et la vérité. La défense dite occidentale est une nécessité impérieuse. Et les nations en danger doivent avoir, à l'heure présente, le souci de la solidarité internationale et celui de la sécurité collective avant tout. C'est pourquoi il faut attacher au développement de l'entreprise politique d'Ankara l'importance la plus grande.

L'Egypte, sollicitée sans doute, va décider de son avenir ; et non point seulement de son avenir mais de celui de plus d'un pays de la Ligue arabe. Les graves décisions prises au Caire peuvent conduire à une issue heureuse ou à l'anarchie. C'est maintenant le devoir des pays arabes de montrer leur maturité et de se comporter comme des nations adultes dans un monde en folie.